

Sylvain Waserman

# LE « MONDE D'APRÈS » COMMENCE DEMAIN MATIN...

40 PROPOSITIONS

Dossier de presse



*Sylvain Waserman*

# LE « MONDE D'APRÈS » COMMENCE DEMAIN MATIN

.....

Le « Nouveau Monde » aurait pu naître simplement du Projet de Transformation du Président Emmanuel Macron. Les crises successives politiques et sociales, les défis immenses auxquels nous sommes confrontés sur le climat ou l'avenir de l'Europe, et maintenant la crise du Covid-19 ont changé le cours de l'Histoire. Le « Nouveau Monde » a laissé la place à ce que nous avons vite appelé le « Monde d'Après » comme pour mieux montrer qu'une page se tourne.

Les citoyens doivent aussi se saisir du débat public sur ce « Monde d'Après », parce que les politiques n'ont qu'une partie de la réponse. Il nous faut tirer les enseignements de la crise et prendre en compte les fractures et les défis du monde d'avant, mais cela ne suffit pas. Nos valeurs doivent guider nos actions et nous devons prendre des décisions stratégiques et immédiates malgré toutes nos incertitudes.

Sylvain Waserman, Député du Bas-Rhin et Vice-président de l'Assemblée nationale, tire les enseignements de la crise et formule dans son manifeste 40 propositions qui s'articulent autour de 6 axes : un pacte pour une **économie humaniste**, le passage d'une société de l'assistanat à une **société de la solidarité contributive**, la **transition écologique** comme clef de voûte du changement de notre société, un nouveau **modèle démocratique**, un meilleur **équilibre entre État et Régions** et la relance du **projet européen**.

**Le « Monde d'Après » risque fort d'être le même que celui d'avant, en pire,** avec des dizaines de milliers de morts et des centaines de milliers de chômeurs en plus. **Le lien social** sera durablement marqué par la crise, entre les héros que sont devenus les personnels soignants et la vie de tous les jours avec le port du masque. **Notre réalité économique** est déjà profondément transformée par l'enjeu de la souveraineté sur les produits stratégiques et les attentes réaffirmées sur les questions environnementales. C'est aussi en cela que **notre rapport à l'État** évoluera : la crise a montré combien l'action publique est essentielle. Enfin, **les changements de regards individuels et collectifs** (4 milliards d'humains se sont simultanément interrogés sur leur vie d'avant et sur celle d'après) seront les plus difficiles à cerner mais c'est eux qui impacteront le plus le « Monde d'Après ». De ces enseignements apparaissent plusieurs propositions.

**Promouvoir une économie humaniste** sous la forme d'un Pacte composé de trois volets : celui de l'engagement avec notamment l'idée de **lancer un fonds souverain État/Régions dont le but est d'intervenir en fonds propres dans les entreprises qui le souhaitent.** Ces fonds souverains permettront à la puissance publique d'investir avec simplicité et rapidité, pour quelques années, dans le capital des entreprises avec un juste retour raisonnable à la sortie. Ils permettraient de consolider les entreprises (en renforçant leurs fonds propres) sans effet sur leur endettement. Des règles ad-hoc seraient définies par la loi pour ce fonds (idée n°1, p.78). Le deuxième volet concerne le Pacte social avec, par exemple, l'idée de décider, par négociation avec les partenaires sociaux ou par référendum d'entreprise, d'une possibilité d'augmentation du temps de travail pendant 2 ans en 2021 et 2022 et des revenus associés avec par exemple un passage de 35 heures à 39 heures du travail hebdomadaire, soit environ 45 minutes supplémentaires par jour pour l'effort de reconquête. Corrélativement, une augmentation minimale obligatoire des salaires prendrait la forme d'une prime de

présence de 15% du salaire pour les bas salaires. Cette prime de présence (directement proportionnelle à la présence effective du salarié dans l'entreprise) dite « prime de reconquête » serait exonérée de charges et d'impôts pour l'employeur et pour le salarié (idée n°5, p.79).

Le troisième volet porte sur le Pacte éthique en mettant notamment en place une meilleure régulation des passagers clandestins de l'économie, avant tout les GAFAM et plus généralement les entreprises optimisant leur fiscalité globale tout en s'enrichissant fortement sur les marchés français et européens. Aucune entreprise ne doit pouvoir faire du profit sur notre marché européen, bénéficier du filet de sécurité de l'État en cas de crise et acquitter une fiscalité dérisoire comme trop d'entreprises internationales le font (idée n°7, p.80).

**Construire une société de la solidarité contributive** au travers de principes clairs tels qu'assumer et développer définitivement le Service Civique, et expérimenter pour libérer les initiatives au service du bien commun. Pour cela, plusieurs propositions sont ici mises en avant : étendre le Service Citoyen à des catégories nouvelles de populations sur la base du volontariat pour celles et ceux qui vivent d'allocations (demandeurs d'emploi, demandeurs d'asile, etc.). Il s'agit de capitaliser sur l'engagement volontaire (utile aux autres) et de valoriser cette expérience comme un outil d'insertion ou de réinsertion et d'employabilité (idée n°11, p.88). Ou encore porter une parole présidentielle sur la société de l'engagement pour faire de la mobilisation citoyenne un élément profondément ancré dans notre nouveau contrat social, que le gouvernement aurait la mission de développer. Puis mettre en place des indicateurs concrets mesurant l'engagement citoyen (nombre de jeunes en Service Civique, nombre de personnes en Service Citoyen, nombre de citoyens inscrits dans la réserve citoyenne, indicateurs associatifs, etc.) pour un suivi et un débat annuel au Parlement (idée n°14, p.89).

Le troisième axe du manifeste de Sylvain Waserman se concentre sur la question de **la transformation de notre société et la nécessaire place de l'écologie** dans ce changement. Dans cet

esprit, plusieurs propositions sont formulées telles que la poursuite des réformes structurelles initiées et annoncées, et en particulier la réforme des retraites, de la différenciation territoriale et de la dépendance, parce que le renoncement aurait un coût supérieur au maintien de la dynamique (idée n°15, p.100) ; la proposition au Parlement d'une loi-cadre pour reprendre une à une les propositions de la Convention Citoyenne pour le climat après avis des différentes instances pertinentes et les confronter au vote du Parlement (idée 16, p.100) ; ou encore, lancer un appel à la réorientation du commerce international avec des propositions concrètes : clauses essentielles sur le climat et les Accords de Paris ; place de la souveraineté européenne en matière de production de biens stratégiques en cas de crise ; mise en place de la notion d'« indice d'impact » des produits importés. Mobiliser les sociétés civiles et les partis progressistes européens de façon volontariste sur le sujet (idée n°20, p.101).

Le quatrième sujet concerne notre **modèle démocratique**. Plus que jamais nous devons le réformer pour répondre aux préoccupations qui se sont accentuées durant la crise. Nous devons également faire évoluer le rôle de notre Parlement pour qu'il puisse s'adapter aux nouvelles exigences du contrôle de l'action du gouvernement et de la gestion de crise. Parmi plusieurs propositions, Sylvain Waserman met l'accent notamment sur deux points : faire des lanceurs d'alerte un nouveau pilier de notre démocratie en créant les conditions législatives et effectives de leur protection et devenir le pays de référence en la matière. Pour cela, il nous faut suivre les recommandations du Conseil de l'Europe et transposer de façon audacieuse la directive européenne en 2021 (idée n°21, p.110) ; lancer le « Parlement numérique » pour ne pas paralyser notre démocratie en période de crise endogène ou exogène et poursuivre le travail parlementaire de manière sécurisée (idée n°26, p.111).

**Redonner toute leur place aux territoires au sein de la République** est l'axe du cinquième chapitre. Il s'agit de construire une organisation de crise en réseau à l'échelon régional, de décentraliser l'activité opérationnelle de Pôle emploi pour une

meilleure réactivité dans la rencontre de l'offre et la demande, de reconnaître que la transition énergétique sera territoriale et garantir sa cohérence nationale, de reprendre en main notre destin économique par une reconquête de notre souveraineté, avec un copilotage État-Région, d'affirmer le rôle des collectivités territoriales dans l'économie de proximité. Plus concrètement, il s'agit notamment de confier aux Régions la responsabilité du rapprochement de l'offre et de la demande, et donc des entreprises avec les demandeurs d'emploi. Les Régions, qui sont actrices et pilotes de la compétence développement économique sont plus à même d'opérer ce rapprochement. Les fonctions supports, les règles d'indemnisation, les systèmes d'information et l'inspection resteraient du ressort de Pôle Emploi national (idée n°30, p.118). De plus, il faudrait maintenir à l'agenda parlementaire la loi dite « 3D » visant notamment à accepter la différenciation territoriale, notion clef d'adaptation des textes aux spécificités légitimes du territoire, et qui a été largement popularisée lors du déconfinement. C'est une leçon directe de la crise, imaginée avant elle, mais dont le vote dans l'année suivant la crise serait un message fort de confiance aux territoires (idée n°36, p.121).

**Relancer le projet européen** est le dernier axe dans lequel Sylvain Waserman insiste sur le fait que l'Union européenne doit mobiliser et protéger les citoyens, que le moteur franco-allemand doit porter un nouvel élan d'après-crise, et que l'Union, plus que jamais doit rapprocher ses institutions aux représentants des nations qui la composent. Pour cela nous pouvons imaginer le lancement d'un « plan Schumann » qui sera la bannière commune des actions massives des outils, budgets, plans et actions menées par la commission en réponse à la crise. L'enjeu est de démontrer aux citoyens les actions et investissements massifs réalisés et de leur faire prendre conscience du rôle déterminant de l'Union européenne (idée n°37, p.130). La crise a montré plus que jamais la nécessité de combler le chaînon manquant entre l'échelon européen et les échelons nationaux.

Dans cette optique, créer aux côtés du Parlement européen, une « Conférence des parlements », qui serait constituée de parlementaires nationaux élus par leurs pairs et reflétant les

majorités, qui aurait le rôle d'affirmer des positions majoritaires des peuples de l'Union européenne, de donner leur vision des grandes politiques européennes à venir et qui serait doté d'un pouvoir d'initiative législatif (capacité à formuler des propositions de loi sous la forme de l'intention de la loi et d'objectifs précis à atteindre) (idée 43, p.131)

Ce manifeste livre une analyse, partage des idées, mais aussi ose des propositions concrètes soumises au débat citoyen. Des propositions pour agir maintenant, car c'est le propre du « Monde d'Après » que de commencer à agir dès demain matin...

L'intégralité des bénéfices de l'ouvrage, publié par la maison d'édition en ligne française Librinova, sera versée à la Fondation de France.

# Le « Monde d'Après » commence demain matin...

Le Nouveau Monde que l'on aurait voulu s'est heurté à des fractures sociales et démocratiques, et aux défis climatiques et européens. La crise du Covid-19 s'est imposée ; elle est venue balayer nos certitudes et nous inviter à imaginer le « Monde d'Après ».

Pour cela, il nous faut tirer les enseignements de cette crise, répondre aux tensions de notre société et être guidés par nos valeurs humanistes. Un espoir est né de nos rêves qui, eux, n'ont pas été confinés et se sont nourris de cette période de profondes réflexions.

Les discours de tribune ne suffiront pas. Il nous faudra faire des choix courageux. C'est le pari audacieux de ce manifeste : formuler **40 propositions concrètes** pour agir rapidement. Le « Monde d'Après » commence demain matin, il faut donc se mettre au travail dès maintenant.



**Sylvain Waserman**, Député du Bas-Rhin et Vice-président de l'Assemblée nationale, est l'auteur de plusieurs ouvrages dont deux essais politiques. Il a construit son parcours autour de trois expériences : élu local, chef d'entreprise et Président d'association.